

**Solidaires**



## **LETTRE OUVERTE au PDG de l'INRA pour des recherches sur une agriculture intensivement écologique, maintenant ou jamais !**

*Nous adressons aujourd'hui une lettre ouverte au PDG de l'INRA sur les orientations de la recherche agronomique publique pour alerter à la fois la hiérarchie et nos collègues sur ces enjeux, parce que c'est « maintenant ou jamais » ! SUD abordera ces points avec le PDG lors d'une entrevue le vendredi 18 janvier. En ce début d'année propice aux vœux, si cette lettre ouverte vous parle, et que vous souhaitez étoffer nos réflexions et propositions, écrivez-nous à l'adresse d'envoi de ce message. Nous, représentant/es du personnel, serons vos porte-parole.*

*Ci-dessous un condensé de cette lettre, dont la version complète (détaillant les exemples cités et avec des liens internet) est disponible sur le site du syndicat :*

*<https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2999>*

### **Le constat : l'agriculture intensive se tire une balle dans le pied**

Au mois d'octobre 2018, le dernier rapport du GIEC a alerté sur toutes les conséquences d'un réchauffement climatique de 2°C. Au mois de mars 2018, le CNRS et le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) ont publié les résultats de deux études mesurant l'impact des activités agricoles sur la biodiversité. L'intensification des pratiques agricoles est l'une des pressions majeures qui explique le recul général de la biodiversité. Des constats similaires ont été faits pour la ressource en eau et les sols.

En bref, l'agriculture intensive menace ses propres conditions d'existence.

### **La perspective : la généralisation de l'agroécologie est possible**

Comme pour répondre à tous ces défis, *l'Institut du développement durable et des relations internationales* (IDDRI) a présenté au mois de septembre 2018 ses propositions pour un scénario agroécologique à l'échelle de l'Europe. Les chercheurs ont décrit la faisabilité agronomique du scénario.

L'intérêt de cette réflexion prospective, portée par des hypothèses radicales audacieuses, est d'avoir ré-ouvert un espace pour questionner des idées « reçues » et envisager sans tabous une baisse des niveaux de production.

### **L'action : du grain à moudre pour l'INRA**

CNRS, MNHN, IDDRI : et l'INRA dans tout ça ? ... Ce constat est sans appel et l'INRA récolte là le fruit de son engagement historiquement timoré sur la transition agroécologique et l'agriculture biologique, plus de 40 ans après la publication du rapport Poly. Il faut donc maintenant envisager un changement radical, et les conditions nous semblent aujourd'hui réunies.

Tous ces moyens doivent être mis au service de la recherche d'alternatives durables, même si elles doivent contrarier les intérêts des lobbies de l'agriculture productiviste, qui siègent au Conseil d'administration de l'INRA.

Nous pourrions nous appuyer sur la richesse de notre implantation territoriale. Une première pierre est portée à cet édifice avec la demande de la direction générale de l'INRA d'anticiper

d'un an (seulement, pourrait-on dire, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire) la sortie du glyphosate.

Mais il ne faut pas s'arrêter là... avec l'autre versant de la question : sortir du glyphosate sur les cultures, c'est aussi, en cohérence, arrêter de nourrir les animaux avec du soja Roundup ready importé. Ensuite parce que le glyphosate est juste l'arbre qui cache la forêt : répondre au coup par coup à des injonctions sociétales revient à ne jamais penser « le coup d'après ». Essayons, à l'INRA, de penser l'après de façon globale et systémique.

### **Conclusion : s'engager dans une vraie refonte du modèle agricole**

Il y a une claire différence entre une agroécologie véritable et un modèle de type « agriculture raisonnée ». L'agroécologie suppose une remise en cause complète du système. Une nouvelle forme d'agriculture suppose aussi de remettre l'humain au cœur du système, en tant que décideur et pilote. De façon générale, c'est toute l'action de l'INRA qui doit s'affranchir de la recherche de solutions à court-terme et de la réponse immédiate à des injonctions politiques d'opportunisme.

Quelles seront les modalités de transition concrète au sein de l'INRA ? :

- Dans le rapport d'étape remis aux ministres en octobre par les deux PDG sur la fusion INRA/IRSTEA il est écrit que le « *momentum créé par la fusion de l'INRA et de l'IRSTEA constituera une grande force d'entraînement* ». Mais il ne faudra pas cette fois se tromper, il ne suffira plus pour la recherche publique d'accompagner l'existant. Au vu des enjeux sociétaux, environnementaux et climatiques, c'est un moment clé à saisir pour une rupture radicale.
- La période que nous vivons est aussi celle d'une montée des exigences démocratiques de contrôle de l'action des pouvoirs et organismes publics, dont l'INRA fait partie. Aussi la gouvernance du nouvel établissement INRA-IRSTEA doit être l'occasion d'avancer dans le sens d'un meilleur contrôle citoyen, d'une meilleure insertion dans le débat démocratique.

En ce début d'année, cette affichette « joyeuses luttes », avec en lien les expressions SOLIDAIRES sur le mouvement social en cours et le « grand débat national » : <https://solidaires.org/C-est-tou-te-s-ensemble-qu-on-va-gagner-notre-rubrique-sur-la-mobilisation-en>



SUD-Recherche y joint ses vœux pour l'amélioration des conditions d'emploi et de travail dans la recherche publique.

Et à l'INRA, pour commencer, en ces temps de colère sociale, nous demandons un complément immédiat de 400 euros "RIFSEEP" pour les Adjoint/es Techniques et l'accès des personnels en CDD au SFT

(*Supplément Familial de Traitement*). Ces mesures, certes symboliques au regard de leur montant, constituent une première réparation de l'inégalité et de l'injustice subie par les collègues concerné/es. Nous demandons également que la nouvelle ponction suppression d'une cinquantaine de postes dans l'effectif titulaire imposée en 2019 ne pénalise pas plus le corps des Adjoint/es que les autres corps.